

**ACG - AUDIT CONSULTING GROUP**  
SARL de Commissaires aux Comptes  
au capital de 50.000 Francs  
SIÈGE SOCIAL : 43 C, rue Cornelle  
31100 TOULOUSE  
R.C.S. Toulouse : 97 B 1780  
B 413 700 428

97B1780  
27 MAI 1998 n. 4301  
INPI

**PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 27 MARS 1998**

L'an mil neuf cent quatre vingt dix huit, le 27 mars 1998, à 10 heures,

Les associés de la société ACG - AUDIT CONSULTING GROUP au capital de 50.000 Francs se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Réduction de la valeur nominale des parts sociales,
- Extension de l'objet social,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

Sont présents ou représentés :

|   |                  |
|---|------------------|
| • Monsieur LAFFONT Jean-François, propriétaire de 374 parts | 374 parts        |
| • Monsieur POPOFF Rémi, propriétaire de 96 parts            | 96 parts         |
| • Monsieur CLOT Jean-Pierre, propriétaire de 25 parts       | 25 parts         |
| <b>Total des parts présentées ou représentées</b>           | <b>495 parts</b> |

qui représentent plus du trois quart du capital social.

Monsieur Jean-François LAFFONT préside la séance en qualité de gérant associé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le rapport du gérant,
- le texte des résolutions proposées.

Le Président donne ensuite lecture du rapport. Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées. Puis, plus personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

**PREMIÈRE RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide la réduction de la valeur nominale des parts sociales par diminution de 90 Francs de la valeur nominale de chaque part sociale qui passe de 100 Francs à 10 Francs.

Résolution adoptée à l'unanimité.

**DEUXIÈME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale décide, suite à cette opération, que le capital social reste fixé à 50.000 Francs et qu'il est divisé en 5.000 parts sociales de 10 Francs chacune. Les 4.500 parts nouvellement émises, entièrement libérées, sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

Résolution adoptée à l'unanimité.

RP L  
MC

### TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'étendre l'objet social, à compter de la décision du Conseil de l'Ordre de la Région de Toulouse, à l'exercice de la profession d'Expertise Comptable.

Résolution adoptée à l'unanimité.

### QUATRIÈME RÉSOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier les articles suivants 3, 6 et 7 de la manière suivante :

#### Article 3 - OBJET

La société a pour objet dans tous pays :

- l'exercice de la profession d'Expert-Comptable telle qu'elle est définie par l'ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

- l'exercice de la profession de Commissaire aux comptes, telle qu'elle est définie par la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 12 août 1969 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises individuelles commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles, à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'ordre ne peut détenir directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses associés experts-comptables, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

#### Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Les soussignés font apport à la société des sommes en numéraire ci-après, savoir :

|  |               |
|--|---------------|
| Monsieur Jean-François LAFFONT<br>la somme de TRENTE SEPT MILLE QUATRE CENT FRANCS, ci | 37.400 F      |
| Monsieur Rémi POPOFF<br>la somme de NEUF MILLE SIX CENT FRANCS, ci                     | 9.600 F       |
| Monsieur Jean-Pierre CLOT<br>la somme de DEUX MILLE CINQ CENT FRANCS, ci               | 2.500 F       |
| Monsieur Claude HÉLIAS<br>la somme de CENT FRANCS, ci                                  | 100 F         |
| Monsieur Jean-Pierre GORSSE<br>la somme de CENT FRANCS, ci                             | 100 F         |
| Monsieur Guy LAHOURNÈRE-NABA<br>la somme de CENT FRANCS, ci                            | 100 F         |
| Monsieur Jacques LARAUCHE<br>la somme de CENT FRANCS, ci                               | 100 F         |
| Monsieur Patrice BOURGEOIS<br>la somme de CENT FRANCS, ci                              | 100 F         |
| Soit ensemble la somme totale de CINQUANTE MILLE FRANCS                                | 50.000 Francs |

Cette somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 Francs) a été, dès avant ce jour, déposée à la BECM, 5 avenue Marcel Dassault, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

BS  
JK

Elle ne pourra être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27/03/98, la valeur nominale des parts sociales a été réduite de 100 Francs à 10 Francs. Suite à cette opération, le capital social est composé de 5.000 parts sociales de 10 Francs chacune.

#### **Article 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES**

**1)** Le capital social est fixé à la somme de 50.000 Francs, divisé en 5.000 parts de 10 Francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 5.000 attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

|   |             |
|---|-------------|
| Monsieur Jean-François LAFFONT<br>3.740 parts sociales numérotées de 1 à 3.740 inclus, soit | 3.740 parts |
| Monsieur Rémi POPOFF<br>960 parts sociales numérotées de 3.741 à 4.700 inclus, soit         | 960 parts   |
| Monsieur Jean-Pierre CLOT<br>25 parts sociales numérotées de 4.701 à 4.950 inclus, soit     | 250 parts   |
| Monsieur Claude HÉLIAS<br>10 parts sociales numérotées de 4.951 à 4.960 inclus, soit        | 10 parts    |
| Monsieur Jean-Pierre GORSSE<br>10 parts sociales numérotées de 4.961 à 4.970 inclus, soit   | 10 parts    |
| Monsieur Guy LAHOURNÈRE-NABA<br>10 parts sociales numérotées de 4.971 à 4.980 inclus, soit  | 10 parts    |
| Monsieur Jacques LARAUCHE<br>10 parts sociales numérotées de 4.981 à 4.990 inclus, soit     | 10 parts    |
| Monsieur Patrice BOURGEOIS<br>10 parts sociales numérotées de 4.991 à 5.000 inclus, soit    | 10 parts    |
| <hr/>   |             |
| Total égal au nombre de parts composant le capital social                                   | 5.000 parts |

Les soussignés déclarent, expressément, que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

**2)** La liste des associés sera communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes et au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs Publics et de tous tiers intéressés.

**3)** Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une autre société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt-cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Les trois quarts des parts sociales doivent être toujours détenues par les experts comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 modifié de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

RP 2  
JK

dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant le capital.

**4)** Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

Résolution adoptée à l'unanimité.

#### **CINQUIÈME RÉOLUTION**

En conséquence de la troisième résolution votée relative à l'extension de l'objet social à l'exercice de la profession d'Expertise Comptable, l'assemblée générale décide d'apporter toutes précisions complémentaires et de modifier les articles 1, 2, 8, 10, 11, 12, 13 et 21 en harmonisant chacun d'eux conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant ladite profession.

Résolution adoptée à l'unanimité.

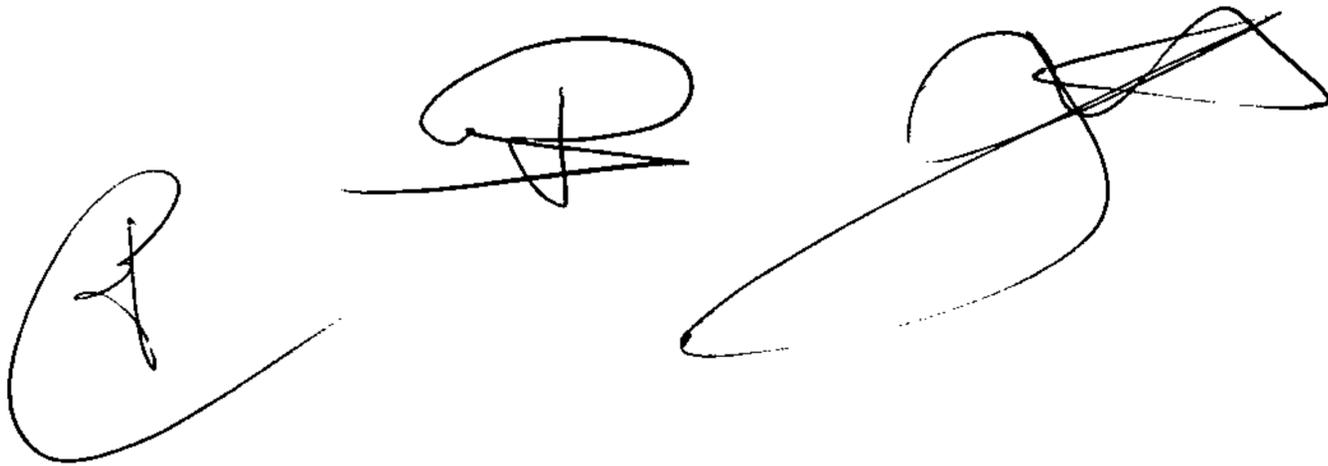
#### **SIXIÈME RÉOLUTION**

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Résolution adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11 heures.

Le présent procès-verbal, résumé des délibérations, a été signé par les associés après lecture.



**ACG - Audit Consulting Group**  
S.A.R.L. d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes  
au capital de 50.000 Francs  
SIÈGE SOCIAL : 43 rue Corneille Bât C  
31100 TOULOUSE

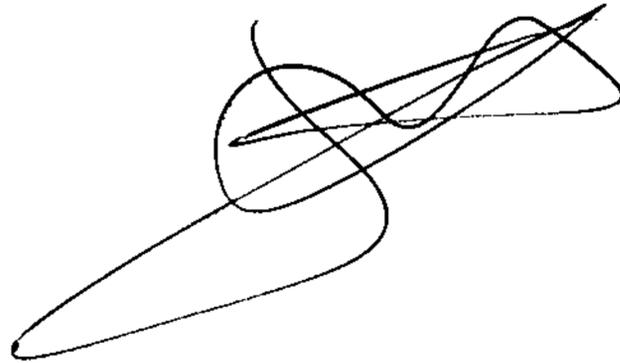
-----

**S T A T U T S**

-----

**Mis à jour par assemblée générale extraordinaire du 27 MARS 1998**

*Copie certifiée conforme  
le 27/03/98*

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

**ACG - Audit Consulting Group**  
S.A.R.L. d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes  
au capital de 50.000 Francs  
SIÈGE SOCIAL : 43 rue Corneille Bât C  
31100 TOULOUSE

-=-=-=-

**S T A T U T S**

-=-=-=-

Les soussignés :

■ Monsieur Jean-François LAFFONT,  
né le 24/11/1954 à TOULOUSE, Commissaire aux Comptes, inscrit sur la liste de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Toulouse, époux de Madame Marie-Caroline LAFONT, chef comptable, avec laquelle il demeure au 49 Chemin de Ramelet Moundi à TOULOUSE (31100), mariés tous deux le 28/04/1979 à Grisolles, sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage en date du 27/04/1979, établi par Maître Jean VOVIS Notaire à GRISOLLES (Tarn et Garonne).

■ Monsieur Jean-Pierre CLOT,  
né le 08/12/1957 à ALBI, époux de Madame Elisabeth BORIES avec laquelle il demeure au 12 Place d'Anjou à TOURNEFEUILLE (31170), mariés tous deux le 12/07/1980 à Labastide Gabausse, sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage en date du 01/07/1980, établi par Maître SOUILLARD Notaire à MONESTIES (Tarn).

■ Monsieur Rémi POPOFF,  
né le 12/07/1956 à VITRY LE FRANCOIS, époux de Madame Marie-Noël MAUMUS avec laquelle il demeure au 32 Rue Corneille à TOULOUSE (31100), mariés tous deux le 08/03/80 à Toulouse, sous le régime de la communauté légale.

■ Monsieur Claude HELIAS,  
né le 27/02/1960 à TOULOUSE, Commissaire aux Comptes, inscrit sur la liste de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Toulouse, demeurant 72 Chemin des Coteaux à CASTELGINEST (31780).

■ Monsieur Jean-Pierre GORSSE,  
né le 25/07/1949 à ALBI, Commissaire aux Comptes, inscrit sur la liste de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Toulouse, demeurant au 18 Rue Jean Racine à TOULOUSE (31400).

■ Monsieur Guy LAHOURNÈRE-NABA,  
né le 18/09/1954 à CASABLANCA (MAROC), Commissaire aux Comptes, inscrit sur la liste de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Toulouse, exerçant 9 rue Dieudonné Costes à TOULOUSE (31500).

■ Monsieur Jacques LARAUCHE,  
né le 26/11/1943 à TOULOUSE, Commissaire aux Comptes, inscrit sur la liste de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Toulouse, époux de Madame Liliane POZZOBON, sans profession, avec laquelle il demeure au 6 Impasse Limayrac à TOULOUSE (31500), mariés tous deux le 29/06/1971 à Toulouse, sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage en date du 23/06/1971 établi par Maître Pierre SERLOOTEN à TOULOUSE.

■ Monsieur Patrice BOURGEOIS,  
né le 21/02/1949 à ST-GERMAIN, Commissaire aux Comptes, inscrit sur la liste de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Toulouse, demeurant au 27 Chemin de Penchenery à CASTRES (81100).

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

## **Article 1 - FORME**

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant la profession de Commissaire aux comptes et la profession d'Expert Comptable, et par les présents statuts.

## **Article 2 - DÉNOMINATION**

La société est dénommée : **ACG - Audit Consulting Group**  
SARL - Société d'Expertise Comptable et de Commissariat  
aux Comptes.

## **Article 3 - OBJET**

La société a pour objet dans tous pays :

- l'exercice de la profession d'Expert-Comptable telle qu'elle est définie par l'ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs,

- l'exercice de la profession de Commissaire aux comptes, telle qu'elle est définie par la loi du 24 Juillet 1966 et le décret du 12 août 1969 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles, à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'ordre ne peut détenir directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses associés experts-comptables, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

## **Article 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé 43 rue Corneille Bâtiment C - 31100 TOULOUSE.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance, et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

## **Article 5 - DURÉE**

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

## **Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL**

Les soussignés font apport à la société des sommes en numéraire ci-après, savoir :

|  |               |
|--|---------------|
| Monsieur Jean-François LAFFONT<br>la somme de TRENTE SEPT MILLE QUATRE CENT FRANCS, ci | 37.400 Francs |
| Monsieur Rémi POPOFF<br>la somme de NEUF MILLE SIX CENT FRANCS, ci                     | 9.600 Francs  |
| Monsieur Jean-Pierre CLOT<br>la somme de DEUX MILLE CINQ CENT FRANCS, ci               | 2.500 Francs  |

|   |               |
|---|---------------|
| Monsieur Claude HELIAS<br>la somme de CENT FRANCS, ci       | 100 Francs    |
| Monsieur Jean-Pierre GORSSE<br>la somme de CENT FRANCS, ci  | 100 Francs    |
| Monsieur Guy LAHOURNÈRE-NABA<br>la somme de CENT FRANCS, ci | 100 Francs    |
| Monsieur Jacques LARAUCHE<br>la somme de CENT FRANCS, ci    | 100 Francs    |
| Monsieur Patrice BOURGEOIS<br>la somme de CENT FRANCS, ci   | 100 Francs    |
|   | -----         |
| Soit ensemble la somme totale de CINQUANTE MILLE FRANCS, ci | 50.000 Francs |

Cette somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 Francs) a été, dès avant ce jour, déposée à la BECM, 5 avenue Marcel Dassault, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27/03/98, la valeur nominale des parts sociales a été réduite de 100 Francs à 10 Francs. Suite à cette opération, le capital social est composé de 5.000 parts sociales de 10 Francs chacune.

#### **Article 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES**

1) Le capital social est fixé à la somme de 50.000 Francs, divisé en 5.000 parts de 10 Francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 5.000 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

|   |             |
|---|-------------|
| Monsieur Jean-François LAFFONT<br>3.740 parts sociales numérotées de 1 à 3.740 inclus, soit | 3.740 parts |
| Monsieur Rémi POPOFF<br>960 parts sociales numérotées de 3.741 à 4.700 inclus, soit         | 960 parts   |
| Monsieur Jean-Pierre CLOT<br>250 parts sociales numérotées de 4.701 à 4.950 inclus, soit    | 250 parts   |
| Monsieur Claude HELIAS<br>10 parts sociales numérotées de 4.951 à 4.960 inclus, soit        | 10 parts    |
| Monsieur Jean-Pierre GORSSE<br>10 parts sociales numérotées de 4.961 à 4.970 inclus, soit   | 10 parts    |
| Monsieur Guy LAHOURNÈRE-NABA<br>10 parts sociales numérotées de 4.971 à 4.980 inclus, soit  | 10 parts    |
| Monsieur Jacques LARAUCHE<br>10 parts sociales numérotées de 4.981 à 4.990 inclus, soit     | 10 parts    |
| Monsieur Patrice BOURGEOIS<br>10 parts sociales numérotées de 4.991 à 5.000 inclus, soit    | 10 parts    |
|   | -----       |
| Total égal au nombre de parts composant le capital social :                                 | 5.000 parts |

Les soussignés déclarent, expressément, que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

2) La liste des associés sera communiquée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes et au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs Publics et de tous tiers intéressés.

**3) Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.**

Si une autre société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt-cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Les trois quarts des parts sociales doivent être toujours détenues par les experts comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 modifié de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des actions de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant le capital.

**4) Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.**

#### **Article 8 - AUGMENTATION OU RÉDUCTION DU CAPITAL**

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions des articles 218 de la loi du 24 juillet 1966 et 11 des statuts et conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

#### **Article 9 - RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES ASSOCIÉS**

Sous réserves des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

#### **Article 10 - INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES**

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 2 à 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, commissaires aux comptes et experts comptables.

## **Article 11 - TRANSMISSION DES PARTS**

### **1) Transmission entre vifs**

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

## **2) Transmission par décès**

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

## **3) Liquidation d'une communauté de biens entre époux**

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

## **4) Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens**

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

## **Article 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ**

Le professionnel associé radié de la liste des commissaires aux comptes ou du tableau de l'Ordre des experts comptables cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

## **Article 13 - GÉRANCE**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts comptables ou commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Le gérant est Monsieur Jean-François LAFFONT, né le 24/11/1954 à TOULOUSE, Commissaire aux Comptes, inscrit sur la liste de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Toulouse et Expert Comptable, inscrit au tableau du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables de Toulouse, époux de Madame Marie-Caroline LAFONT, chef comptable, avec laquelle il demeure au 49 Chemin de Ramelet Moundi à TOULOUSE (31100), mariés tous deux le 28/04/1979 à Grisolles, sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage en date du 27/04/1979, établi par Maître Jean VOVIS Notaire à GRISOLLES (Tarn et Garonne).

## **Article 14 - DÉCISIONS COLLECTIVES**

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots «oui» ou «non».

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

#### **Article 15 - MAJORITÉS**

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

#### **Article 16 - ANNÉE SOCIALE**

L'année sociale commence le 1er Octobre et finit le 30 Septembre.

#### **Article 17 - AFFECTATION DES RÉSULTATS ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### **Article 18 - CONTESTATIONS**

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes.

## **Article 19 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE**

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 30/09/1998. Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagement par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

## **Article 20 - PUBLICITÉ - POUVOIRS**

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à M. LAFFONT Jean-François à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

## **Article 21 - INSCRIPTION SUR LA LISTE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA COMPAGNIE DE TOULOUSE ET AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES DU CONSEIL REGIONAL DE TOULOUSE**

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, afin d'inscrire la société sur la liste des Commissaires aux Comptes de la Compagnie de TOULOUSE et au tableau de l'Ordre des Experts Comptables du Conseil Régional de Toulouse.

## **Article 22 - FRAIS**

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait à TOULOUSE

le

En originaux dont un pour être déposé au siège social, et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Monsieur **Jean-François LAFFONT**

Monsieur **Jean-Pierre CLOT**

Monsieur **Rémi POPOFF**

Monsieur **Claude HELIAS**

Monsieur **Jean-Pierre GORSSE**

Monsieur **Guy LAHOURNERE-NABA**

Monsieur **Jacques LARAUCHE**

Monsieur **Patrice BOURGEOIS**